

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 01859

Numéro SIREN : 482 435 898

Nom ou dénomination : BZB

Ce dépôt a été enregistré le 12/11/2018 sous le numéro de dépôt 19085

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

BIZZBEE
152 avenue Alfred Motte
59100 Roubaix

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : BZB

Numéro RCS : 482 435 898

Numéro Gestion : 2006B01859

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse: 152 avenue Alfred Motte
59100 Roubaix

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2017

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 02/11/2018

Sous le numéro : 19085

Délivré à Lille Métropole le 12 novembre 2018

Le Greffier,



BZB

Société par Actions Simplifiée au capital de 33 593 250 €
Siège social : 152, avenue Alfred Motte
59100 Roubaix
482 435 898 RCS LILLE METROPOLE

(ci-après la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 11 JUIN 2018**

RESOLUTION PROPOSEE

L'Associé unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice, qui s'élève à -5 395 282,70 €, en totalité au compte report à nouveau, dont le solde débiteur de -11 365 071,40 € est ainsi porté à - 16 760 354,10 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

RESOLUTION VOTEE

L'Associé unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice, qui s'élève à -5 395 282,70 €, en totalité au compte report à nouveau, dont le solde débiteur de -11 365 071,40 € est ainsi porté à - 16 760 354,10 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

« Pour extrait certifié conforme »

Le Président
Happychic S.A.
représentée par Jean-Christophe GARBINO



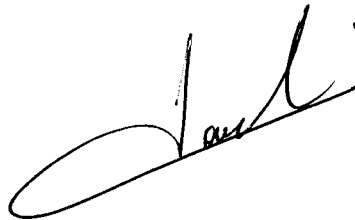
GREFFE

BZB

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

**CERTIFIÉ
CONFORME**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. L. L.', written over a horizontal line.

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

BMD Associés
314 Boulevard Clémenceau
59700 Marcq-en-Barœul

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'Associé unique
BZB
152 avenue Alfred Motte
59100 Roubaix

Madame, Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BZB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable lié à la première application du Règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la valorisation des fonds commercial et des immobilisations incorporelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de dépréciation des immobilisations incorporelles tel que décrit dans le paragraphe « Fonds commercial et immobilisations incorporelles » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

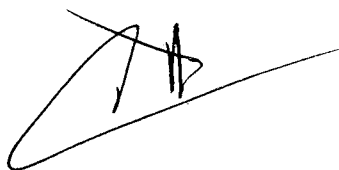
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Marcq-en-Barœul, le 24 mai 2018

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a series of vertical strokes.

Philippe Aerts

BMD Associés

A handwritten signature in black ink, featuring a large, fluid loop followed by a horizontal line.

Benoît de Reu



SAS BZB

152 152 AVENUE ALFRED MOTTE

59100 ROUBAIX

Comptes au 31/12/2017

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Regles et methodes comptable	8
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Transfert de charges	21
Charges et produits exceptionnels	22
Engagements hors bilan	23
Effectif moyen	24
Liste des filiales et participations	25
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	26
Variation des capitaux propres	27
Charges et produits sur exercices antérieurs	28
Ventilation du chiffre d'affaires	29
Situation fiscale différée et latente	30



Comptes annuels



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	711 247	397 596	313 651	254 007
Fonds commercial	13 648 676	1 516 000	12 132 676	12 889 631
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	3 563 021	2 298 109	1 264 912	1 378 434
Autres immobilisations corporelles	23 906 190	14 337 682	9 568 507	10 430 764
Immobilisations en cours	76 416		76 416	27 207
Avances et acomptes	4 798		4 798	14 298
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 443 296		1 443 296	1 440 296
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 170 909		2 170 909	2 222 154
ACTIF IMMOBILISE	45 524 552	18 549 387	26 975 165	28 656 793
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 354		3 354	
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	9 142 296	641 107	8 501 189	7 994 360
Avances et acomptes versés sur commandes	48 015		48 015	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 370 317	57 549	1 312 768	361 628
Autres créances	1 974 128		1 974 128	2 346 281
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	13 552 214		13 552 214	1 473 023
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 278 983		2 278 983	3 606 829
ACTIF CIRCULANT	28 369 307	698 656	27 670 651	15 782 123
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	22 988		22 988	
TOTAL GENERAL	73 916 847	19 248 043	54 668 804	44 438 916

**CERTIFIÉ
CONFORME**




Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 33 593 250)	33 593 250	33 593 250
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-11 365 071	-6 084 367
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 395 283	-5 280 704
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	16 832 896	22 228 178
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	394 844	1 226 203
Provisions pour charges	730 959	283 239
PROVISIONS	1 125 803	1 509 442
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 683 392	37 440
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	8 867 393	7 612 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 202 991	8 752 508
Dettes fiscales et sociales	3 852 494	3 727 251
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	456 103	
Autres dettes	364 318	463 827
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	83 985	108 163
DETTES	36 510 677	20 701 295
Ecart de conversion passif	199 428	
TOTAL GENERAL	54 668 804	44 438 916



Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	64 007 083	323 062	64 330 145	62 087 501
Production vendue de biens	202 930	32 054	234 984	
Production vendue de services	514 730	62 910	577 640	398 926
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 724 744	418 025	65 142 769	62 486 428
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 894 053	1 862 409
Autres produits			217 745	71 041
PRODUITS D'EXPLOITATION			68 254 568	64 419 879
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			26 008 571	24 978 877
Variation de stock (marchandises)			-544 249	272 967
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 462 421	30 197
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			33 747	
Autres achats et charges externes			23 993 130	25 027 468
Impôts, taxes et versements assimilés			1 168 741	1 133 765
Salaires et traitements			9 524 120	9 424 985
Charges sociales			2 977 707	2 793 044
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 877 143	3 991 616
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			770 000	216 000
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			727 319	1 637 299
Dotations aux provisions			499 741	981 787
Autres charges			1 194 475	117 992
CHARGES D'EXPLOITATION			71 692 864	70 606 002
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 438 297	-6 186 122
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			509	1 721
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			400 000	
Différences positives de change				45 248
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			400 509	46 969
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			37 878	35 402
Différences négatives de change			222 167	3
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			260 045	35 405
RESULTAT FINANCIER			140 464	11 563
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 297 832	-6 174 559

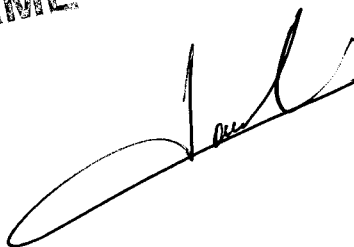


Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	360 000	1 350 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		22 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	360 000	1 372 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 193	23 056
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 025 701	415 197
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	435 624	46 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 462 518	484 253
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 102 518	887 746
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-5 067	-6 108
TOTAL DES PRODUITS	69 015 077	65 838 848
TOTAL DES CHARGES	74 410 360	71 119 553
BENEFICE OU PERTE	-5 395 283	-5 280 704



Annexes

**CERTIFIÉ
CONFORME**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' followed by a series of loops and a final upward stroke.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes ont été établis conformément au PCG et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

FONDS COMMERCIAL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de droits au bail et de fonds de commerce. La valeur brute des fonds de commerce et des droits au bail est constituée du coût d'acquisition hors frais accessoires.

Lors de l'inventaire, pour chacun des fonds de commerce et des droits au bail est estimée la valeur actuelle.

La valeur actuelle des actifs est déterminée par référence au plus élevé de la valeur vénale et de la valeur d'utilité. Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable du fonds de commerce ou du droit au bail, il est alors constitué une dépréciation du montant de la différence.

Immobilisations Incorporelles

Logiciel

Amortissements pratiqués

3 ans

Les fonds de commerce sont présumés ne pas avoir de durée d'utilisation limitée. Des tests de dépréciation sont pratiqués à la clôture annuelle et aboutisse, le cas échéant, à une dépréciation de ces fonds

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations Corporelles

Constructions

Installations techniques, mat.outillage

Install. générales agencés, aménagés

Matériel et outillage industriel

Matériel de bureau et informatique

Mobilier

Amortissements pratiqués

20 ans

4 à 10 ans

5 ans

4 à 6 ans

1 à 5 ans

5 ans



Le mode d'amortissement appliqué aux immobilisations est en général le mode linéaire à l'exception des climatisations et du matériel informatique qui sont amortis en mode dégressif.

PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres sont évalués à leur valeur historique hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de la situation de l'actif net et des perspectives d'évolution économique.

Les participations dans les GIE constituent un droit à utilisation d'un local commercial dans les galeries marchandes. A ce titre, la SAS BZB est toujours propriétaire des titres de GIE Chamnord pour 1 440 K€.

Les dépôts de garantie versés aux propriétaires figurent à l'actif en « Autres créances immobilisées ».

STOCKS

Les entrées en stocks sont valorisées au prix de revient moyen pondéré.

Les stocks sont le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'usage à la clôture de l'exercice.

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsque les risques et charges sont nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que des événements survenus ou en cours les rendent probables.

Les provisions les plus significatives sont destinées à couvrir les risques sur les points fidélité, les casses futures, les litiges divers.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE PENSION ET OBLIGATION SIMILAIRE

La société doit faire face à certains engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite de salariés en activité, selon les modalités d'ancienneté fixées par la convention collective.

Ces engagements ont été valorisés en tenant compte d'un taux d'actualisation de 1.50 % et d'un taux de revalorisation de 2 % pour les Non Cadres et 2 % pour les Cadres. Ces IDR ont été comptabilisés dans les comptes sociaux pour une valeur de 185 K€.

Cette année, une prime de retraite a été comptabilisée pour 19 K€.



REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

En vertu de l'article 132-8 du code du travail, la rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

La société SAS BZB a comptabilisé dans ses comptes au 31 décembre 2017 un CICE de 571 K€ euros correspondant à 7% de la masse salariale éligible de l'exercice 2017.

Le CICE a été enregistré en réduction des charges sociales, comme l'autorise la note de l'Autorité des normes comptables de février 2013. Le CICE a été affecté au financement de l'amélioration de la compétitivité à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation et de recrutement.

OPERATIONS EN DEVISE

Les charges et produits en devise sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les écarts de change résultant de la conversion des dettes et créances en devises au cours de la clôture sont comptabilisés en compte de résultat en gains et pertes de change. Les comptes bancaires sont valorisés au cours de clôture de la période.

RISQUE DE CHANGE

La société procède à des achats payables en Dollar. Elle se couvre contre le risque de change par différents moyens de couverture dont principalement des achats à terme.

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les autres provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 décembre 2017 à 350 K€, et se composent comme suit:

-	Provision fidélité	149 K€
-	Provision pour gros travaux	1.5 K€
-	Provision pour fermeture de magasins actées	203 K€

OPERATIONS REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Le montant des dettes représentées par des effets de commerce est nul au 31 décembre 2017.



HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant aux comptes de résultat pour le contrôle légal des comptes s'élèvent au 31 décembre 2017 à 15 400€:

- BMD : 6 160 €
- PWC: 9 240 €

IDENTITE SOCIETE MERE ET INTEGRATION FISCALE

La SAS BZB fait partie du périmètre de consolidation de sa société mère la SA Happychic. Les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Happychic SA.

Elle fait également partie du périmètre d'intégration fiscale de sa société mère Happychic SA.

INTEGRATION FISCALE

La SA Happychic se trouve être la tête d'un périmètre d'intégration fiscale qui regroupe cette année les sociétés : Jules SAS, BZB SAS, Brice SAS, Happychic Logistique SAS, Happychic Services SAS, Happychic Production International SAS, Happychic Stores SAS, la Gentle Factory SAS et Happychic Immo SAS

CHANGEMENT D'ESTIMATION COMPTABLE

La méthode de valorisation des stocks a été affinée lors de la clôture du 31/12/2017 concernant les deux points suivants :

- Les charges de stylisme qui étaient auparavant intégrées de façon globales sont désormais proratisées sur la base du stock restant à la clôture. L'impact de cette valorisation est une diminution de la valeur des stocks de 276 K€ .
- Les frais de transport entre l'entrepôt et les magasins auparavant non pris en compte dans la valorisation des stocks sont dorénavant incorporés dans la valorisation des stocks au prorata du stock restant dans les magasins à la clôture. L'impact de cette valorisation est une augmentation de la valeur des stocks de 108 K€.

Les achats en devises sont comptabilisés au cours de couverture. Cette méthode est rendue possible grâce au fait que la couverture du sous-jacent est quasi parfaite.

Les dettes et créances en devises sont réévaluées au cours de clôture (Taux Banque de France) en contrepartie d'écart de conversion.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Le changement de méthode comptable lié à la première application du Règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture n'a pas d'impact significatif sur les comptes de l'exercice 2017.



FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

La filiale belge de Bizzbee a été dissoute le 20 décembre 2017.

Le dernier magasin de la filiale a mis fin à son activité commerciale le 31 juillet 2017.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 430 845		701 033
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 551 896		493 452
Installations générales, agenc., aménag.	18 913 404		2 328 741
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 721 564		842 527
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	27 207		76 416
Avances et acomptes	14 299		4 798
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 228 370		3 745 934
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 840 296		3 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 222 154		211 443
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 062 450		214 443
TOTAL GENERAL	46 721 666		4 661 410

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		771 955	14 359 923	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		482 327	3 563 021	
Installations générales, agencements divers		2 944 179	18 297 967	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		955 868	5 608 223	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	27 207		76 416	
Avances et acomptes	14 298	1	4 798	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 505	4 382 375	27 550 424	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		400 000	1 443 296	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		262 689	2 170 909	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		662 689	3 614 205	
TOTAL GENERAL	41 505	5 817 019	45 524 552	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	307 207	91 389	1 000	397 596
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 173 461	536 073	411 425	2 298 109
Installations générales, agenc. et aménag. divers	10 551 863	2 394 543	2 382 022	10 564 384
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 652 340	855 139	734 181	3 773 298
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 377 665	3 785 754	3 527 627	16 635 791
TOTAL GENERAL	16 684 872	3 877 143	3 528 627	17 033 387

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL**AUT. INC.**

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.**Acquis. titre****TOTAL**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
 Primes de remboursement des obligations



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	155 099	64 300	29 228	190 171
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	164 000	204 500	164 000	204 500
Provisions pour impôts		179 951		179 951
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 190 343	486 614	1 125 776	551 181
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 509 442	935 365	1 319 004	1 125 803
Dépréciations immobilisations incorporelles	980 000	770 000	234 000	1 516 000
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	400 000		400 000	
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	640 788	641 107	640 788	641 107
Dépréciations comptes clients	47 164	86 212	75 827	57 549
Autres dépréciations	602 000		602 000	
DEPRECIATIONS	2 669 952	1 497 319	1 952 615	2 214 656
TOTAL GENERAL	4 179 394	2 432 683	3 271 619	3 340 459
Dotations et reprises d'exploitation		1 997 059	2 871 619	
Dotations et reprises financières			400 000	
Dotations et reprises exceptionnelles		435 624		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 170 909		2 170 909
Clients douteux ou litigieux	23 931	23 931	
Autres créances clients	1 346 386	1 346 386	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	14 565	14 565	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	338	338	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	934 710	934 710	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 508	1 508	
Groupe et associés	641 537	641 537	
Débiteurs divers	381 471	381 471	
Charges constatées d'avance	2 278 983	1 295 687	983 296
TOTAL GENERAL	7 794 336	4 640 132	3 154 205

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	11 683 392	11 683 392		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	8 867 393	8 856 268		11 126
Fournisseurs et comptes rattachés	11 202 991	11 202 991		
Personnel et comptes rattachés	1 081 517	1 081 517		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 137 018	1 137 018		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 290 179	1 290 179		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	343 780	343 780		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	456 103	456 103		
Groupe et associés				
Autres dettes	364 318	364 318		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	83 985	83 985		
TOTAL GENERAL	36 510 677	36 499 551		11 126

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



Compte	Libellé	31/12/2017
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		
408100	FOURNISSEUR FNP	894 046,84
408120	FOURNISSEUR FNP INTRACOM	148 505,40
408130	FOURNISSEUR FNP EXPORT	2 805 234,69
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		3 847 786,93
AUTRES DETTES		
419800	AVOIRS A ETABLIR	4 367,40
TOTAL AUTRES DETTES		4 367,40
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428200	DETTES PROVISIONNEES POUR CP	654 080,11
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	395 588,83
428610	FRAIS DE DEPLACEMENTS A PAYER	9 477,58
438200	CHARGES SOCIALES / CONGES PAYES	209 305,64
438610	TAXES APPRENTISSAGE	56 672,00
438620	AIDE AU LOGEMENT	41 168,00
438630	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	110 641,21
448200	CHARGES FISCALES SUR CONGES A PAYER	32 704,01
448600	ETAT CHARGE A PAYER	3 483,00
448610	TASCOM	140 398,00
448620	CFE	14 900,00
448630	CVAE	80 723,00
448640	C3S	71 502,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 820 643,38
TOTAL CHARGES A PAYER		5 672 797,71



Compte	Libellé	31/12/2017
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
486060	CCA FOURNITURES ANM	1 695,08
486061	CCA FOURNITURES CINTRES ANM	22 984,98
486062	CCA FOURN SAC ANM	21 867,78
486063	CCA FOURN CARTONS ANM	1 757,49
486064	CCA FOURN PLV ANM	18 247,63
486065	CCA FOURN CARTES FIDELUITE ANM	48 651,60
486066	CCA FOURN RELOOKING ANM	7 407,02
486067	CCA FOURN MANNEQUIN	51 893,51
486131	CCA LOCATION	1 258 281,92
486132	CCA LOYER	644 685,71
486140	CCA CHARGE LOCATIVES	100 276,96
486141	CCA CHARGES LOCATIVES TF	12 050,01
486155	CCA MAINTENANCES TRAVAUX	145,45
486156	CCA MAINTENANCES INFO	25 958,65
486236	CCA PUB / ASS COM	17 066,12
486250	CCA AUTRES	46 012,86
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		2 278 982,77
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
487000	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-83 985,26
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-83 985,26



Compte	Libellé	31/12/2017
409800	RRR A OBTENIR	1 409,78
418100	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR -	10 182,82
428700	SALAIRES - TROP PERCU	11 222,62
448700	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	1 508,00
TOTAL		24 323,22
TOTAL		24 323,22
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
418100	CLIENTS - FACTURES A ETABLIR -	10 182,82
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		10 182,82
AUTRES CREANCES		
409800	RRR A OBTENIR	1 409,78
428700	SALAIRES - TROP PERCU	11 222,62
448700	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	1 508,00
TOTAL AUTRES CREANCES		14 140,40
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		24 323,22



Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 359 325			10
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00



Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERT DE CHARGES SALARIALES	22 435	791100
TOTAL	22 435	



Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITE ET AMENDES FISCALES PENALES	1 193	671200
VNC IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	770 955	675100
VNC IMMOBILISATIONS CORPORELLES	854 746	675200
VNC IMMOBILISATIONS FINANCIERES	400 000	675600
PROVISION POUR FERMETURE DU MAGASIN	204 673	687500
MEDAILLE DU TRAVAIL	34 000	687500
PRIME DE RETRAITE	17 000	687500
PROVISION POUR CONTROLE FISCAL	179 951	687500
TOTAL	2 462 518	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PRODUITS DE CESSION IMMO INCORPORELLES	360 000	775100
TOTAL	360 000	



Rubriques		Montant hors bilan
Autres engagements donnés		18 425 000
Cautions bancaires	856 000	
Couvertures de change a terme	17 569 000	
TOTAL		18 425 000



Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
EMPLOYES	292	
AGENTS DE MAITRISE	116	
CADRES	28	
TOTAL		436



Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat

FILIALES (plus de 50%)

PARTICIPATIONS (10 à 50%)

AUTRES PARTICIPATIONS

GEIE FASHION CUBE	50 000	6%	3 000		202 500
152 AVENUE ALFRED MOTTE	50 000		3 000		-
59100 ROUBAIX					



**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Happychic - 152 avenue Alfred Motte - 59100 Roubaix	SA	278 795 208	100,00 %



Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		22 228 179
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		22 228 179
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Résultat de l'exercice	5 395 282	
SOLDE		5 395 282
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		16 832 897



Nature des charges	Montant	Imputation au compte
CHARGES FINANCIERES	212 526	66
SERVICES EXTERIEURS	475	61
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	7 409	62
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 559	65

TOTAL	221 968
--------------	----------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	943	75
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	22 044	62

TOTAL	22 987
--------------	---------------



Exprimé en K €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016	%
Ventes de marchandises	64 007	323	64 330	62 088	3,61 %
Production vendue de biens	203	32	235		
Production vendue de services	515	63	578	399	44,80 %
TOTAL	64 725	418	65 143	62 486	4,25 %



Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	211 900
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	625 118
TOTAL ALLEGEMENTS	837 018
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-837 018

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

